

NOTE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

3^e TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL
2024 - 2025
(AVRIL - JUIN 2025)



TABLE DES MATIÈRES

1. VUE D'ENSEMBLE	PAGE	3
2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL AU TROISIÈME TRIMESTRE 2025	PAGE	4
2.1. ÉCONOMIE MONDIALE	PAGE	4
2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE	PAGE	7
SECTEUR RÉEL ET ÉVOLUTION DES PRIX	PAGE	7
3. FINANCES PUBLIQUES ET SECTEUR EXTERNE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2025	PAGE	8
4.- DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2025.....	PAGE	11
5. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU TROISIÈME TRIMESTRE 2025.....	PAGE	12
6. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE	PAGE	13
7. RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE	PAGE	16
8. PERSPECTIVES.....	PAGE	18

1. VUE D'ENSEMBLE

Le troisième trimestre de l'exercice fiscal 2024-2025 a été marqué par une intensification des tensions commerciales au niveau mondial, à la suite de l'augmentation des tarifs douaniers amorcée par les États-Unis, dans un contexte volatil déjà impacté par les fragmentations géopolitiques. Ces chocs ont eu des incidences différenciées sur l'environnement macroéconomique international et varient selon le pays, en fonction de son degré de résilience par rapport à la hausse des droits de douane imposés. Conséquemment, les autorités monétaires des principales économies ont adopté un comportement prudent en regard du ralentissement de l'économie mondiale anticipé et du potentiel inflationniste découlant des perturbations au niveau des chaînes d'approvisionnement à l'échelle internationale.

Au niveau national, la contraction de l'Indicateur Conjoncturel d'Activité Économique (ICAE) au deuxième trimestre reflète l'impact des retombées négatives de l'environnement socio-politique sur tous les secteurs de l'économie. Les contraintes inhérentes au climat d'insécurité continuent de paralyser les activités productives et commerciales, avec des incidences notables sur la sécurité alimentaire, laquelle s'est détériorée en raison des fréquents déplacements internes de la population. Dans une telle conjoncture, les tensions inflationnistes ont perduré en dépit de la situation favorable des finances publiques et d'une stabilité relative du taux de change.

Considérant la persistance des contraintes à la reprise économique, la BRH continue de mettre en œuvre les initiatives visant à soutenir la production nationale et à consolider la résilience du système financier, en vue entre autres, de garantir la protection des débiteurs du secteur. Les mesures prises par les autorités monétaires s'inscrivent également dans le cadre du maintien des acquis en termes de stabilité du taux de change, tout en veillant à contenir la volatilité des prix dans l'économie haïtienne.

2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL AU TROISIÈME TRIMESTRE 2025

2.1. ÉCONOMIE MONDIALE

Les tensions commerciales persistantes, ayant marqué le troisième trimestre de l'exercice 2024-2025, ont conduit à une inflexion sensible de la trajectoire de la croissance mondiale. Selon les projections de juin 2025 de la Banque mondiale, le PIB mondial devrait croître de 2,3 % en 2025, soit 0,4 point de pourcentage (pp) de moins par rapport aux prévisions antérieures (janvier 2025). Cette révision à la baisse traduit les effets des mesures tarifaires de l'administration américaine, lesquelles ont perturbé les chaînes d'approvisionnement au niveau international. Ces facteurs, jumelés à la poursuite des conflits géopolitiques (Ukraine, Gaza, Iran, etc.), ont entraîné une volatilité sur les marchés financiers ainsi que l'affaiblissement de la dynamique de l'investissement à l'échelle internationale. Selon l'OCDE, les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) ont fléchi de 14 % entre avril et juin 2025.

Néanmoins, l'activité économique américaine a enregistré un net rebond au troisième trimestre fiscal 2025 par rapport au trimestre précédent, impulsée par l'amélioration de la position commerciale des États-Unis. Alors que le marché du travail demeure résilient, l'inflation reste élevée, à 2,7 % en juin 2025, après 2,4 % en mars 2025. Dans ce contexte, compte tenu des incidences potentiellement inflationnistes des politiques tarifaire et migratoire, la Réserve fédérale a maintenu les taux sur les fonds fédéraux dans la fourchette [4,25 % ; 4,50 %].

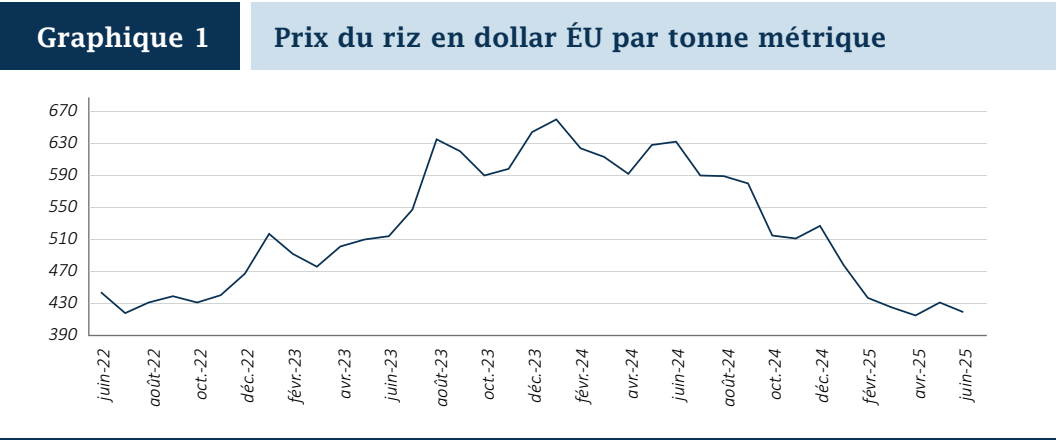
D'un autre côté, l'économie de la Zone Euro, assujettie aux pressions externes liées au commerce mondial, a ralenti au cours du 3^e trimestre 2025. Par ailleurs, l'inflation annuelle a atteint la cible de 2 % en juin dernier, contre 2,2 % à la fin du trimestre antérieur. Aussi, la Banque centrale européenne (BCE) a-t-elle revu à la baisse ses taux directeurs, en ramenant le taux de facilité de dépôt à 2 % en juin 2025.

Au niveau de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, bien que la demande intérieure reste résiliente, les perspectives de croissance ont été abaissées de 0,2 point de pourcentage, à 2,3 % en 2025, en raison de l'atonie de la demande externe due aux politiques protectionnistes et aux incertitudes commerciales. En République dominicaine, une décélération de l'indice mensuel d'activité économique (IMAE) a été observée sur la période allant d'avril à juin 2025 (3,5 % contre 4,5 %). Étant donné que l'inflation (3,56 % en juin) continue d'évoluer dans l'intervalle cible (4 % $\pm$ 1 %), la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) a maintenu son taux directeur à 5,75 % en juin 2025, tout en mettant en œuvre un programme d'allocation de liquidité visant à soutenir les secteurs productifs.

S’agissant des prix des produits de base sur le marché international, ils ont affiché une évolution mitigée au cours de la période sous-étude. En effet, après avoir atteint 128,2 en avril 2025, l’indice FAO des prix des produits alimentaires s’est infléchi à 128 en juin dernier, en dépit d’un accroissement trimestriel de 0,6 % par rapport à son niveau de mars 2025. Parallèlement, les cours des produits pétroliers ont connu une forte volatilité à la fin du trimestre sous revue, dans un contexte marqué par l’intensification des conflits géopolitiques au Moyen-Orient. Le baril de Brent est passé de 72,73 dollars ÉU en mars 2025 à 71,44 dollars ÉU en juin 2025, alors que le WTI a reculé de 0,1 % pour atteindre 68,17 dollars ÉU en juin 2025.

Tableau 1	Indicateurs macroéconomiques par région et pays			
Pays et Région/ Indicateurs	Projection de croissance*	Taux d'inflation*	Taux de chômage*	Taux directeur*
États-Unis	1,4 %	2,7 %	4,1 %	4,25 % - 4,50 %
Zone Euro	0,7 %	2 %	6,2 %	2 %
République Dominicaine	4 %	3,56 %	5 %	5,75 %

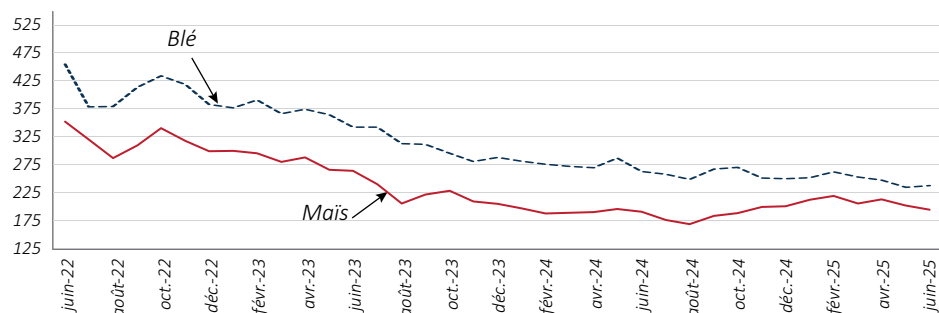
Source : Banque Mondiale | Sources : BLS, Eurostat, BCRD | * Projections de juin 2025 | * juin 2025



Source : www.indexmundi.com/commodities

Graphique 2

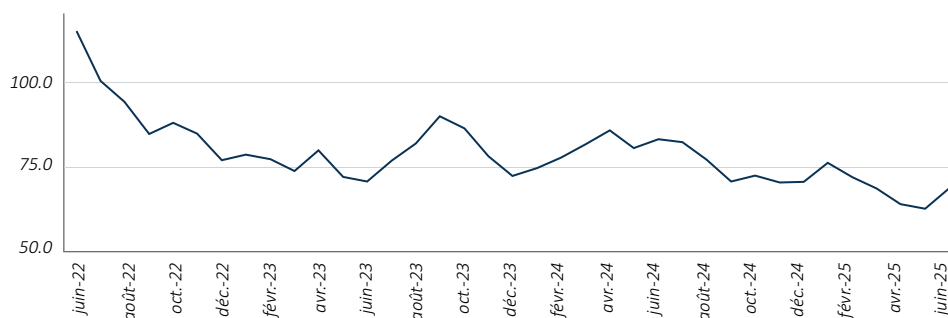
Prix du blé et du maïs en dollar ÉU par tonne métrique



Source : www.indexmundi.com/commodities

Graphique 3

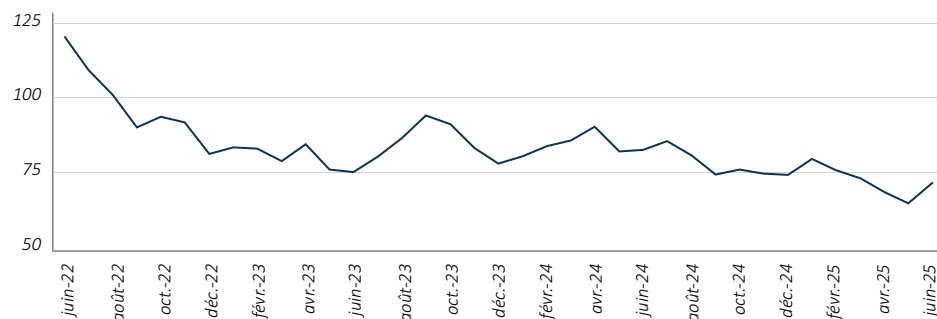
Prix du baril du West Texas Intermediate (WTI) en dollar ÉU



Sources : www.eia.gov/Indextmndi

Graphique 4

Prix du baril du Brent en dollar ÉU



Sources : www.eia.gov/Indextmndi

2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE

SECTEUR RÉEL ET ÉVOLUTION DES PRIX

Au niveau national, l'activité économique continue d'évoluer dans un environnement caractérisé par la détérioration de la situation sécuritaire, la dégradation accélérée des conditions humanitaires et l'affaiblissement des capacités productives du pays. La contre-performance des secteurs d'activité s'est traduite par la contraction de l'Indicateur conjoncturel d'activité économique (ICAE) qui a enregistré, au deuxième trimestre 2025, un repli de 2,7 %, après une baisse de 2,5 % au trimestre précédent. Cette atonie économique s'est observée au niveau de tous les secteurs d'activité : primaire (-5,7 %), secondaire (-4,9 %) et tertiaire (-1,2 %).

Par ailleurs, la détérioration de la situation sécuritaire, notamment dans les départements de l'Artibonite, du Centre ainsi que dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince a provoqué des déplacements internes continus, perturbant les activités commerciales et détériorant les conditions de vie de la population. Selon un rapport de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) publié le 25 juin 2025, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a atteint 1,3 million. Ces mouvements de population, combinés aux perturbations des chaînes d'approvisionnement, ont accentué la précarité des moyens de subsistance des ménages haïtiens et exacerbé la crise alimentaire. Ainsi, l'analyse de l'Indice de l'insécurité alimentaire sur la période allant de mars à juin 2025 a révélé qu'environ 5,7 millions d'Haïtiens, soit 51 % de la population analysée, sont en insécurité alimentaire aiguë, dont un million d'enfants en situation critique. Dans ce climat socioéconomique instable, les pressions inflationnistes se sont accentuées, le taux d'inflation annuel s'établissant à 28,4 % en juin 2025, contre 25,2 % en mars 2025. L'intensification des tensions inflationnistes s'est particulièrement manifestée au niveau des prix des fonctions de consommation « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (43,9 %) et « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (31,5 %), ce qui reflète la dégradation continue des conditions sécuritaires.

3. FINANCES PUBLIQUES ET SECTEUR EXTERNE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2025

Sur le plan des finances publiques, la quasi-paralysie des activités économiques au cours du troisième trimestre 2024-2025 a atténué l'impact des efforts de mobilisation des organismes de perception de l'État haïtien. Conséquemment, les taxes et impôts collectés (45 930,74 MG) ont reculé de 7,7 % comparativement au trimestre passé. Le fléchissement des recettes fiscales découle de l'effet combiné de la contraction respective des recettes douanières (-4,29 %) et des recettes internes (-9,67 %). Par ailleurs, les ressources disponibles au 30 juin 2025 se sont portées à 96 978,65 MG dont 51 047,91 MG provenant des « Autres ressources ». Ces dernières ont été principalement constituées du produit des émissions de billets de trésorerie dont l'encours s'est établi à 41 958,84 MG. Sur l'ensemble de l'exercice, les recettes cumulées ont totalisé 143 706,1 MG en juin 2025, soit un taux de perception avoisinant 66,1 % des projections du budget rectificatif de l'exercice 2024-2025.

En revanche, comparativement au trimestre précédent, une tendance inverse a caractérisé l'évolution des dépenses publiques qui ont connu une hausse de 9,2 % pour totaliser 50 104,8 MG au cours du trimestre sous étude. Elles ont représenté 53,5 % des décaissements totaux de l'État au 30 juin 2025. Néanmoins, les opérations du Trésor Public au cours du troisième trimestre se sont soldées par un excédent, permettant à l'État de dégager une capacité de financement de 3 178,5 MG, ce qui s'aligne au critère de financement monétaire nul inscrit dans le Pacte de gouvernance signé entre le MEF et la BRH ainsi que dans le programme de référence conclu avec le FMI.

Tableau 2	Évolution des finances publiques (en MG)			
	1 ^{er} trim 2025	2 ^e trim 2025	3 ^e trim 2025	Exercice 2024-2025
Recettes fiscales	48,003.30	49,772.05	45,930.74	143,706.09
Autres ressources	53,576.52	37,985.09	51,047.91	142,609.52
Emiss. nettes Bons du TP	48,933.19	33,910.71	41,958.84	124,802.74
Ressources totales	101,579.82	87,757.14	96,978.65	286,315.61
Dépenses budgétaires	44,240.06	45,860.68	50,104.80	140,205.54
Autres décaissements	72,390.83	37,737.00	43,559.62	153,687.45
Certificats de Trésorerie et autres	41,125.80	37,532.00	40,303.00	118,960.80
Décaissement totaux	116,630.89	83,597.68	93,664.42	293,892.99

Sources : MEF/DCC_BRH

En ce qui concerne les échanges extérieurs, les données disponibles pour les neuf (9) premiers mois de l'exercice indiquent une aggravation du déficit commercial, résultant d'un effet combiné d'une baisse des exportations et d'un accroissement des importations. En effet, pour la période allant d'octobre 2024 à juin 2025, les exportations se sont contractées de 9,41 % en glissement annuel pour s'établir à 520,15 millions de dollars EU. Parallèlement, les importations se sont chiffrées à 3 478,95 millions de dollars EU, accusant un accroissement de 10,11 %. Ainsi, le solde déficitaire de la balance commerciale s'est détérioré de 14,5 % au cours de la période susmentionnée.

S'agissant des transferts privés reçus de l'étranger, malgré les anticipations négatives associées aux mesures migratoires de l'Administration américaine, ils ont crû de 22,10 % sur l'intervalle allant d'octobre 2024 à juin 2025 par rapport à la même période de l'exercice précédent, pour totaliser 3 308,19 millions de dollars EU au 30 juin 2025. Le renforcement de l'offre de devises dans l'économie, qui en résulte, jumelé aux mesures prises par la BRH, a permis de maintenir la relative stabilité du taux de change dans un contexte de tassement de la demande de dollars EU induit principalement par le ralentissement des activités économiques¹. Ainsi, au 30 juin 2025, le taux de référence de la BRH s'est établi à 130,8018 gourdes pour un dollar EU (+0,21 % par rapport à mars 2025).

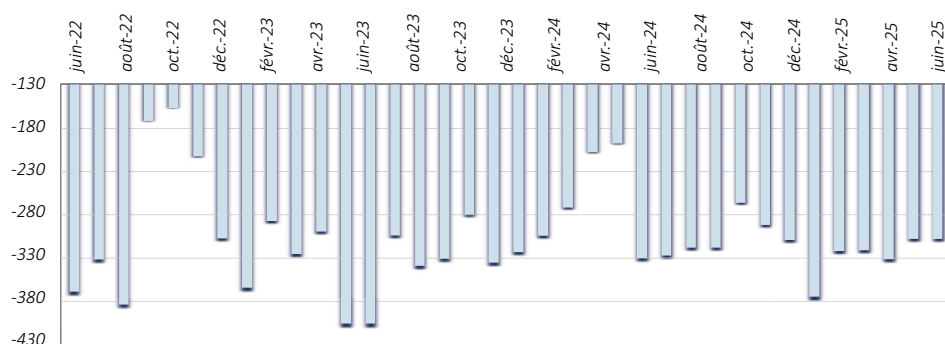
Graphique 5

**Transferts privés sans contrepartie reçus de l'étranger
(en millions de dollars EU)**

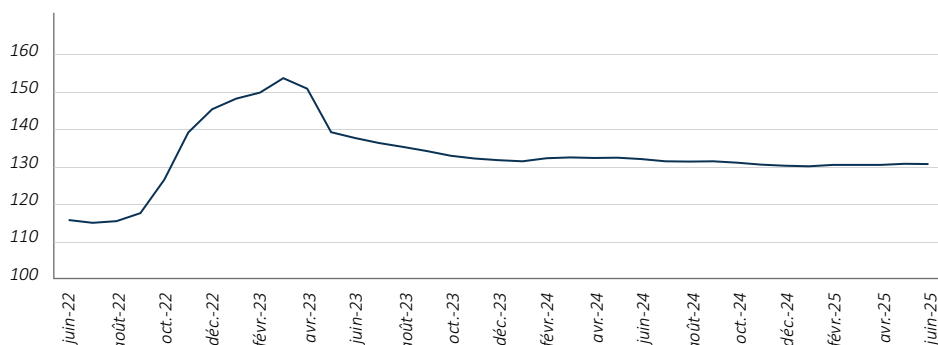


Source : BRH

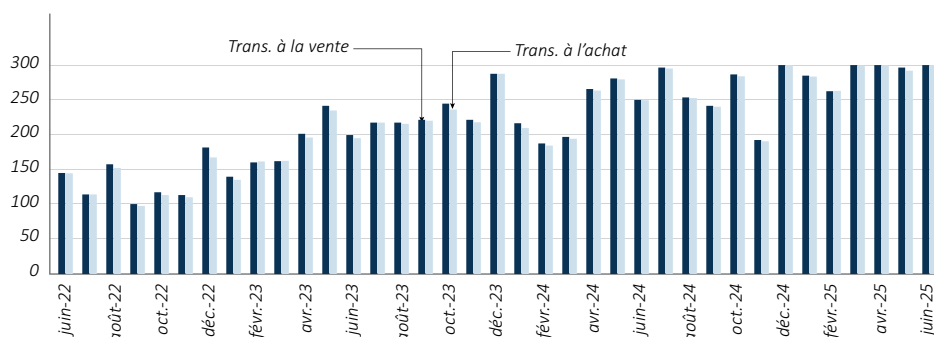
¹ Le maintien de l'application de la circulaire 114-3 a contribué à un encadrement renforcé des sous-agents affiliés aux maisons de transfert et à une meilleure canalisation des flux de devises vers le segment formel du marché des changes.

Graphique 6**Balance commerciale (en millions de dollars ÉU)**

Source : BRH

Graphique 7**Taux de change nominal (fin de période)**

Source : BRH

Graphique 8**Volume des transactions bancaires à l'achat et à la vente sur le marché des changes (en millions de dollars ÉU)**

Source : BRH

4. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2025

Au cours du troisième trimestre de l'exercice fiscal 2025, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a maintenu une posture prudente de sa politique monétaire, en privilégiant la stabilité macroéconomique, vu la persistance des contraintes à la reprise des activités. Elle a ainsi poursuivi sa politique d'assèchement des excédents de liquidité du système bancaire à travers les émissions des bons BRH, tout en gardant inchangés ses taux directeurs et les coefficients de réserves obligatoires.

En effet, les taux de réserves obligatoires demeurent fixés à 40 % sur les passifs en gourdes et à 53 % sur ceux libellés en devises étrangères pour les banques créatrices de monnaie (BCM), contre respectivement 28,5 % et 41,5 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL). De même, les taux d'intérêt sur les bons BRH ont été maintenus à 6 %, 8 % et 11,5 % pour les maturités respectives de 7, 28 et 91 jours. À la fin du trimestre sous revue, l'encours de ces titres a atteint 33 199 MG, en hausse de 23,19 % par rapport au 31 mars 2025. En ce qui concerne les opérations de mise en pension, les taux d'intérêt restent inchangés, à 17 % pour les bons BRH et à 14 % pour les bons du Trésor.

Sur le marché des changes, l'offre de devises a été soutenue par la progression continue des envois de fonds des migrants, permettant ainsi à la BRH d'accroître ses capacités d'intervention. En effet, la Banque centrale a réalisé des achats nets totalisant 146,88 millions dollars EU au cours du 3^e trimestre, consolidant ainsi ses réserves internationales, lesquelles, en termes bruts, dépassent les 6 mois d'importations. Par ailleurs, les souscriptions aux obligations BRH ont affiché un dynamisme notable, l'encours de ces titres ayant atteint 7 479,67 MG au 30 juin 2025.

5. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU TROISIÈME TRIMESTRE 2025

Selon les données disponibles au 30 juin 2025, une accélération du rythme de croissance de la base monétaire tant au sens strict qu'au sens large a été enregistrée comparativement au 2^e trimestre. En effet, la base au sens restreint a enregistré une progression de 5,03 % entre mars et juin 2025, après une contraction de 0,49 % au trimestre précédent. Cette hausse s'est manifestée tant au niveau des réserves en gourdes des banques (+4,91 %) que de la monnaie en circulation dans l'économie (+5,12 %). De son côté, la base au sens large a affiché une croissance de 5,75 %, contre 3 % en mars 2025, avec l'intensification des placements des institutions financières en bons BRH. Le comportement de la monnaie centrale reste principalement influencé par le dynamisme des avoirs extérieurs nets (+7,69 %) alimenté par les achats de devises de la BRH sur le marché des changes.

Pour ce qui concerne la masse monétaire, les données au 30 juin 2025 font état d'une augmentation de 3,06 % de l'agrégat M3, de 5,53 % de l'agrégat M2 et de 5,46 % de l'agrégat M1 par rapport à mars 2025. Les dépôts en gourdes ont augmenté de 5,85 %, tandis que ceux en dollars EU ont peu varié (+0,48 %) après une progression de 4,17 % au trimestre précédent. La croissance de l'offre de monnaie a été induite par la hausse conjuguée des avoirs extérieurs nets du système bancaire (+5,25 %) et du crédit intérieur net (+1,64 %). Le crédit public, à travers les acquisitions de billets de trésorerie par les institutions financières, s'est accru de 3,71 %, contrebalançant le repli de 1,37 % des créances nettes sur le secteur privé.

6. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE

Au cours du troisième trimestre de l'exercice fiscal 2024-2025, les activités bancaires ont été menées dans un environnement d'affaires dominé par la détérioration de la crise socio-sécuritaire qui a paralysé le fonctionnement des entreprises débitrices du secteur, avec des impacts défavorables sur l'évolution de certains indicateurs clés. Toutefois, le système bancaire demeure rentable et bien capitalisé au regard des normes réglementaires internationales.

Les données disponibles au 30 juin 2025 attestent d'une progression mitigée de la performance des banques commerciales. Le produit net bancaire (PNB) généré par les banques commerciales s'est établi à 9 059,19 MG, accusant un repli de près de 1 % contre une hausse de 2,7 % au trimestre précédent. Ce fléchissement découle de la contraction de certaines de ses composantes notamment les revenus d'« Intérêt sur les bons BRH » (-3,24 %), les « Gains sur change » (-16,91 %) et le poste « Autres » des « Autres revenus » (-19,23 %). Néanmoins, le repli de 6,4 % des dépenses d'exploitation a permis au secteur de dégager un bénéfice net de 2 213,15 MG, soit une hausse de 12,3 % d'un trimestre à l'autre.

Par ailleurs, une amélioration de la rentabilité bancaire a été constatée au 3^e trimestre comparativement au trimestre antérieur. Le rendement de l'actif (ROA) s'est porté à 1,29 % au 30 juin 2025, contre 1,17 % à la fin du trimestre passé. Parallèlement, le rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) a atteint 15,23 % après avoir affiché 13,65 % au 31 mars 2025.

Au 30 juin 2025, l'actif du secteur a crû de 2,12 % en variation trimestrielle pour s'établir à 692 516,04 MG. Cette évolution résulte de l'effet conjugué de l'accroissement de l'encours des « bons BRH » (19,9 %), des « Autres liquidités » (18,9 %), des « Avoirs dans les banques locales » (8 %), des « Autres placements » (6,2 %), et de celui de l'encours des « bons du Trésor » (1,4 %).

De même, les ressources du système ont été en hausse au cours de ce trimestre, impulsées par la croissance (1,7 %) des dépôts bancaires (564 242,05 MG). En effet, les dépôts d'épargne (3,6 %) et les dépôts à vue (0,9 %) ont contribué à l'augmentation des dépôts totaux des banques commerciales, les dépôts à terme (DAT) ayant stagné autour de 98 milliards de gourdes sur la période. Néanmoins, dans ce contexte particulièrement volatil, les opportunités d'investissement se sont fortement réduites ; ainsi, le niveau d'intermédiation bancaire, mesuré par le ratio « prêts bruts sur dépôts totaux », s'est tassé, passant à 21,61 %, contre 22,51 % au 31 mars 2025.

En ce qui a trait à la structure financière du système pour le troisième trimestre 2025, l'analyse des données y relatives indique un recul des principaux ratios. Le ratio « Avoirs des actionnaires en pourcentage de l'actif » s'est porté à 8,42 %, en repli de 13 points de base en variation trimestrielle, alors que le ratio « dépôts en

pourcentage de l'actif » est passé de 81,81 % à 81,48 % au 30 juin 2025. Les mesures prises par la BRH en vue de soutenir le secteur, notamment les moratoires successifs octroyés sur les prêts, ont permis d'atténuer l'impact de cette détérioration de la crise sécuritaire sur la qualité du portefeuille des banques. Ainsi, dans cet environnement peu favorable au climat des affaires, le coefficient d'arrérage mesuré par le ratio « Prêts improductifs bruts en pourcentage des prêts bruts » s'est chiffré à 14,17 % au 30 juin 2025 contre 13,68 % au 31 mars 2025. Toutefois, l'amélioration de la couverture des banques face aux risques de défaut de paiement des débiteurs du système a atténué l'impact de la faible progression du taux d'improductifs. En atteste le coefficient « Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts bruts » qui s'est établi à 66,04 % au 30 juin 2025, contre 65,16 % au 31 mars 2025. Conséquemment, les fonds propres des institutions bancaires se retrouvent moins exposés à une éventuelle matérialisation à court terme du risque de crédit avec un taux d'exposition en repli de 20 points de base à 10,06 %.

Par ailleurs, le ralentissement des activités économiques dans un contexte de stabilité du taux de change s'est traduit par une demande moins soutenue de la devise américaine, en témoignent les différents indicateurs de dollarisation du système bancaire. Le ratio « dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux » est passé de 66,22 % au 31 mars 2025 à 65,58 % au 30 juin 2025. De même, le ratio « portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux » a atteint 61,13 % au 30 juin 2025 contre 61,18 % à la fin du trimestre précédent.

D'autre part, les taux d'intérêt bancaires sur les opérations en gourdes et ceux sur les dépôts à termes (DAT) ont chuté au troisième trimestre 2025 (2,67 % au 3^e trimestre contre 3,67 % au 2^e trimestre), alors que ceux sur les prêts se sont établis à 14,50 % sur le trimestre sous revue contre 14,33 % un trimestre auparavant. Cette situation a entraîné une hausse du spread bancaire sur l'intervalle allant d'avril à juin 2025 (11,83 points de pourcentage par rapport à celui de janvier à mars 2025 (10,67 points de pourcentage).

S'agissant des opérations en devises, les taux d'intérêt sur les DAT ont fléchi de 2,37 points de pourcentage au cours du troisième trimestre 2025 sur une base trimestrielle, se fixant à 0,50 % en moyenne. En ce qui a trait à la rémunération moyenne sur les prêts en devises, elle s'est contractée au cours du troisième trimestre 2025 (10,50 % contre 10,71 %). Conséquemment, le spread bancaire a été plus élevé sur le trimestre considéré, ce dernier s'établissant à 10 points de pourcentage au troisième trimestre contre 7,84 points de pourcentage le trimestre antérieur.

Tableau 3

Ratios clés du système bancaire au 30 juin 2025

Ratios clés du système bancaire	Au 31 mars 2025	Au 30 juin 2025
Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs	65,16 %	66,04 %
Prêts en pourcentage des prêts bruts	13,68%	14,17 %
Rendement moyen des prêts productifs	11,41%	11,79 %
Ratios de rentabilité bancaire	Deuxième trimestre 2025	Troisième trimestre 2025
ROA	1,17 %	1,29 %
ROE	13,65 %	15,23 %
Niveau de dollarisation du système	Au 31 mars 2025	Au 30 juin 2025
Dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux	66,22 %	65,58 %
Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux	61,18 %	61,13 %

Source : DSBIF/BRH

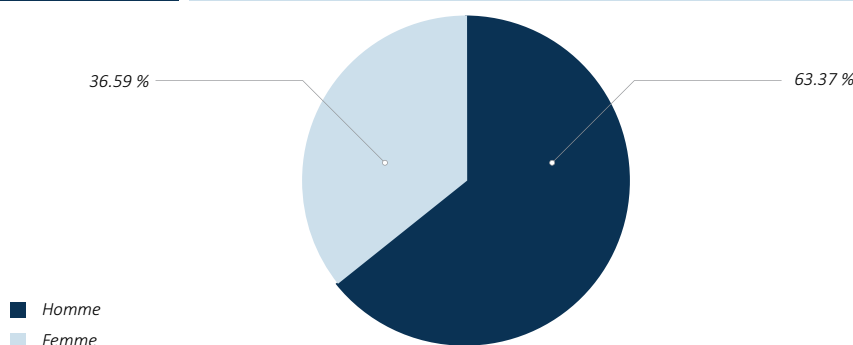
7. RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE

La dégradation des conditions de sécurité au cours du 3^e trimestre 2025, non propice aux investissements, a eu des impacts négatifs sur l'allocation des ressources captées dans le système financier. Suivant les données collectées par le Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) de la Banque centrale, les établissements financiers ont octroyé 81 602 crédits durant le troisième trimestre de l'exercice 2024-2025, soit une baisse de 5,78 % par rapport au trimestre précédent. En effet, 96,32 % des prêts ont été attribués à des personnes physiques, contre 3,78 % à des personnes morales. Considérant l'allocation du volume de crédit en gourdes, les prêts accordés aux entreprises se sont établis à 55 083,63 MG contre 59 910,45 MG en faveur des particuliers. La ventilation des crédits en dollars ÉU a révélé, qu'au cours de la période sous revue, les personnes morales ont bénéficié de 816,72 millions de dollars ÉU, tandis que seulement 139,79 millions de dollars ÉU ont été captés par les personnes physiques.

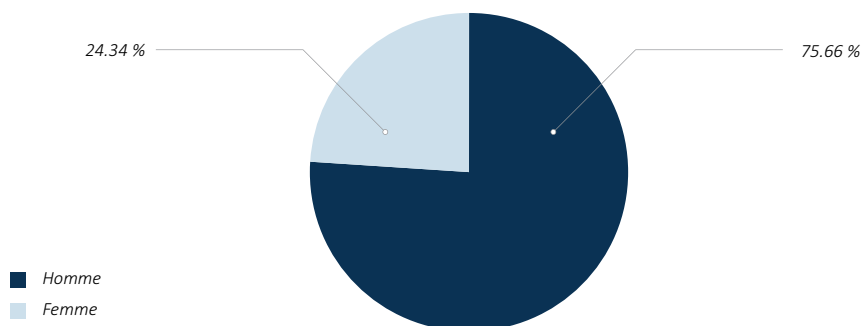
En ce qui concerne la répartition des prêts octroyés suivant le genre, 63,37 % des crédits libellés en monnaie nationale ont été alloués aux hommes pour un total de 37 966,86 MG contre 21 919,44 MG aux femmes. Il faut rappeler qu'au deuxième trimestre 2025, les femmes avaient bénéficié de 21 558,63 MG (35,76 % du total des prêts) et les hommes 38 765,83 MG (64,24 % des prêts totaux). Sur le trimestre sous revue, ces derniers ont aussi bénéficié de 75,66 % du portefeuille de crédit en monnaie étrangère, soit 105,76 millions de dollars ÉU.

Graphique 9

Répartition des crédits (en gourdes) accordés selon le genre

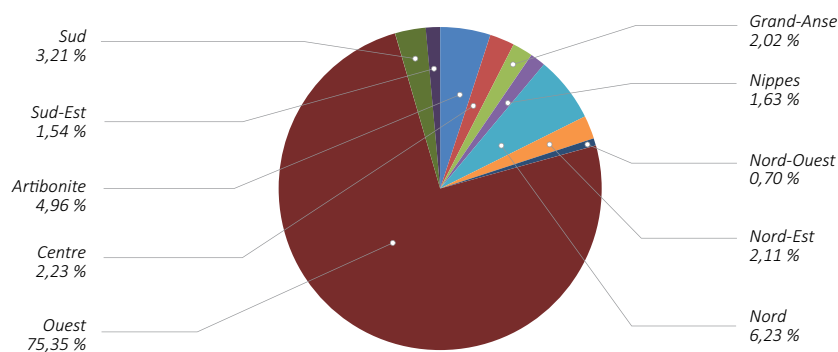


Source : BIC/BRH

Graphique 10**Répartition des crédits (en dollars EU) accordés selon le genre**

Source : BIC/BRH

Par ailleurs, la distribution géographique du financement de l'économie par le système financier reflète la concentration démographique et industrielle prévalant à l'échelle du territoire national. Ainsi, nonobstant la situation sécuritaire précaire dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, plus de 75 % du total du portefeuille global ont été canalisés vers des bénéficiaires et résidents du département de l'Ouest. S'ensuivent les départements du Nord, de l'Artibonite et du Sud, avec des poids respectifs de 6,23 %, 4,96 % et 3,21 %. Outre le Nord-Ouest où moins de 1 % de l'ensemble des crédits a été accordé, les autres régions ont pu capter chacune plus ou moins 2 % du portefeuille total des prêts octroyés par le système financier haïtien.

Graphique 11**Répartition du crédit du système financier par région géographique**

Source : BIC/BRH

8. PERSPECTIVES

La dynamique économique en Haïti pour le reste de l'exercice demeure tributaire de l'environnement macroéconomique mondial et de l'évolution des conditions socio-politiques et sécuritaires, ainsi que des éventuelles répercussions de la saison cyclonique sur le secteur agricole au niveau national.

Un renforcement des investissements, favorisé par un climat des affaires propice, pourrait stimuler la relance économique et contribuer à l'amélioration du marché de l'emploi en Haïti avec des effets positifs sur la sécurité alimentaire.

La Banque de la République d'Haïti effectue un suivi rigoureux de la conjoncture de manière à adapter efficacement ses décisions de politique monétaire en vue de maintenir la stabilité macroéconomique et financière. Parallèlement, elle s'engage à participer à l'élan de reprise des activités économiques par la mise en place de programme d'appui ciblant des secteurs qui ont fortement pâti de cet environnement adverse tels les micros, petites et moyennes entreprises (Booster PME), ainsi que le secteur touristique (Circulaire 130). Cette posture adoptée par les autorités monétaires vise aussi à défendre la valeur interne et externe de la monnaie nationale en vertu de la mission première de la Banque centrale.

NOTE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

3^e TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL
2024 - 2025
(AVRIL - JUIN 2025)

SPIH

